Collège d'autorisation et de contrôle du Conseil supérieur de l'audiovisuel

Décision du 16 février 2005

En cause de la S.A. Belgian Business Television, dont le siège est établi Rue de la fusée, 50 à 1130 Bruxelles ;

Vu le décret du 27 février 2003 sur la radiodiffusion, et en particulier les articles 133 § 1^{er} 10° et 156 à 160 ;

Vu le rapport d'instruction établi par le secrétariat d'instruction du Conseil supérieur de l'audiovisuel ;

Vu le grief notifié à la S.A. Belgian Business Television par lettre recommandée à la poste le 9 décembre 2004 :

« de ne pas avoir respecté ses obligations conventionnelles pour l'exercice 2003 en matière de prestations extérieures et de commandes de programmes en contravention à la convention du 18 mai 2000 entre la Communauté française et la SA Belgian Business Television » ;

Entendus Monsieur Dirk Van Roy, Directeur général, Madame Marina de Brabanter, Administration manager et Maître Vanessa Ling, avocat, en la séance du 26 janvier 2005.

1. Argumentaire de l'éditeur de services

L'éditeur de services reconnaît ne pas avoir respecté ses obligations conventionnelles en matière de prestations extérieures et de commandes de programmes.

Pour l'éditeur, la convention ayant pris fin en mai 2003, les obligations qui en découlent doivent être appliquées au prorata de l'applicabilité de celle-ci, à savoir quatre douzièmes et demi.

L'éditeur souligne les efforts importants qu'il a consentis aux fins de respecter les obligations conventionnelles dans un contexte de baisse significative de son chiffre d'affaires. Comme pour les exercices 2001 et 2002, l'éditeur invoque d'importantes difficultés financières et une conjoncture économique défavorable qui l'ont empêché de remplir cette obligation.

2. Décision du Collège d'autorisation et de contrôle

Le Collège d'autorisation et de contrôle constate que l'éditeur de services a affecté aux prestations extérieures et à des commandes de programmes un montant de 192.014,62 €. Ce montant éligible est inférieur à l'obligation qu'elle soit calculée en année pleine (737.243,77 €) ou au prorata de l'applicabilité de la convention venue à échéance le 14 mai 2003 (276.091,41 €).

Le Collège constate que, malgré les efforts allégués, ces manquements perdurent depuis l'exercice 2001.

Le fait que les conditions économiques n'auraient pas correspondu aux attentes de l'éditeur n'exonère pas celui-ci, pour la durée effective de sa convention, du respect des obligations auxquelles il a librement consenti.

Le grief est établi.

Vu la nature du manquement, une sanction pécuniaire se justifie, dans les limites de l'article 156 § 1^{er}, 7^o du décret du 27 février 2003 sur la radiodiffusion.

Vu les antécédents de l'éditeur, à charge duquel le même manquement a été constaté et sanctionné à deux reprises déjà, mais aussi les efforts consentis et le fait que le manquement ne porte que sur quatre mois et demi de l'exercice en cause, une amende de 3.000 € constitue la sanction adéquate.

En conséquence, le Collège d'autorisation et de contrôle, après en avoir délibéré, condamne la S.A. Belgian Business Television à une amende de trois mille euros (3.000 €).

Fait à Bruxelles, le 16 février 2005.